

Covid-19: le premier syndicat des chefs d'établissements sur le "qui-vive"

Paris, 9 sept. 2020 (AFP) -

Face aux premiers cas de Covid-19 qui se déclarent dans les collèges ou les lycées depuis la rentrée, le premier syndicat des chefs d'établissement s'est dit mercredi sur le "qui-vive", ne sachant pas toujours comment procéder pour faire remonter les informations.

"La rentrée a été assez sereine car les moyens étaient au rendez-vous et l'organisation dans les établissements a permis d'accueillir quasiment tous les élèves", constate Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN.

Mais très vite il tempère. "Du point de vue sanitaire, même si les textes sont parus tardivement, c'est plutôt dans l'organisation pratique de la gestion des cas de Covid qu'il faut qu'on travaille car là, il n'y a pas d'uniformité nationale", a-t-il regretté, lors d'un point presse.

"On est sur le qui-vive, très attentifs (...) On sait que ça va arriver mais si ça arrive, a-t-on les moyens, les capacités de s'en sortir?", interroge-t-il.

"Nous n'étions ni formés, ni préparés pour être des gestionnaires de la crise sanitaire, c'est une nouvelle composante du métier", ajoute Philippe Vincent.

Lundi, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer avait indiqué que 28 établissements scolaires ainsi que 262 classes étaient fermés en France en raison de cas de Covid-19.

"Entre le signalement qu'on fait remonter avec une liste de cas contacts et la réponse de l'ARS (agence régionale de santé, ndlr) on peut avoir un délai de réponse allant de 48h à trois jours, ce qui laisse un taux d'incertitude trop important car pendant ce temps, la rumeur se répand, les infos circulent et derrière, on a du mal à clarifier la communication", déplore M. Vincent.

Et les informations ne sont pas les mêmes d'une académie à l'autre: "dans tel cas, on remonte une série de cas contacts et on nous dit qu'au vu des éléments remontés, il n'y a pas de nécessité d'éviction et de quatorzaine des cas contacts et dans un autre cas similaire, on nous conseille de mettre la quatorzaine pour l'ensemble de la classe car on considère qu'ils ont été trop en contact", raconte-t-il.

Concernant les remplacements, "il y a déjà des établissements où la totalité de la vie scolaire (conseillers d'éducation et surveillants), sont touchés par le Covid. On craint que les rectorats n'aient rapidement pas la capacité de remplacer toute une équipe", ajoute Philippe Vincent.

Au sujet des 1,5 million d'heures supplémentaires promises par le gouvernement, "elles sont là à peine dans la moitié des établissements et parfois c'est encore une promesse dont on attend la concrétisation", déplore-t-il.

"Les chefs d'établissement ne feront pas de chèque en blanc: ils ne lanceront pas la mise en service d'enseignants sur des groupes supplémentaires sans avoir la certitude de pouvoir les payer en heures supplémentaires", explique-t-il.

Selon M. Vincent, "il faut que le ministère assume ses engagements. Il y a urgence, on ne va pas attendre Noël pour s'occuper des élèves qui ont besoin d'aide".

asm/ito/pgs/ide

Afp le 09 sept. 20 à 17 49.